

Actuellement, environ 35 millions d'acres de terres de la Couronne figurent au Répertoire immobilier central et l'on estime que 95% des terrains que possèdent ou que louent les organismes rapporteurs sont maintenant inscrits. Chaque entrée fournit le nom de l'organisme responsable, l'emplacement, la taille, les améliorations, l'utilisation et d'autres caractéristiques de tous les terrains appartenant au gouvernement fédéral (4:10). Chaque organisme rapporteur est tenu de communiquer le renseignement dès qu'il procède à de nouvelles acquisitions, en pleine propriété ou à bail, et de signaler toute modification d'utilisation ainsi que les améliorations, au fur et à mesure qu'il les apporte. Le bien immobilier rapporté peut avoir n'importe quelle taille, à condition de ne constituer qu'une superficie d'un seul tenant; il doit en outre, avoir une utilisation prédominante et être détenu sous une seule forme de possession par l'organisme rapporteur⁷.

Applications du R.I.C.

Le Comité a été favorablement impressionné par les applications pratiques que permettent les données versées au Répertoire immobilier central. L'utilisation la plus évidente est qu'il peut servir de mécanisme de planification à un ministère ou à un organisme qui a besoin d'un bien immobilier supplémentaire. Les imprimés d'ordinateur publiés annuellement sont distribués à tous les usagers. Ils classifient les données se rapportant aux biens immobiliers par grands titres et indiquent notamment les emplacements insuffisamment utilisés ou excédentaires. Des rapports spécialisés peuvent être préparés pour répondre à des besoins précis de l'utilisateur. La Direction des subventions aux municipalités, du ministère des Finances, a utilisé le répertoire comme moyen de vérification des dossiers qu'elle conserve sur les biens immobiliers pour lesquels des subventions sont versées. Le ministère de l'Environnement a fait classer ses biens immobiliers par programme et utilise ce document à des fins d'administration interne.

La Commission de la fonction publique a utilisé le répertoire pour repérer les zones à forte concentration de fonctionnaires. Quand il veut savoir de combien de panneaux bilingues il aura besoin, le ministère des Approvisionnements et des Services a aussi recours au répertoire pour calculer le nombre d'immeubles fédéraux. Le RIC sert en outre de source de renseignements au bureau des relations fédérales-provinciales et à la Commission royale d'enquête sur la gestion financière et l'imputabilité. Au ministère des Travaux publics, le répertoire a fourni au commissaire fédéral des incendies des renseignements sur les immeubles et leur remplacement, données qui ont aussi servi au personnel s'occupant du programme d'études préliminaires de secteurs et d'études sur les bâtiments historiques, la planification urbaine et le renouveau urbain.

⁷ Brochure du Répertoire immobilier central.